

# L'Association Solidarité Bosnie

c/o Maison des Associations, rue des Savoises 15, 1205 Genève. Tél : +41 22 321 63 14  
info@solidarite-bosnie.ch - www.solidarite-bosnie.ch et forum.solidarite-bosnie.ch

Février 2019

65 ex.

7 CHF / 6,50 €



*Stand de notre association au Parc des Bastions, Genève, 1er mai 2014*

## Présentation

Notre association Solidarité Bosnie (SB) a été fondée en janvier 2009 pour poursuivre les actions de solidarité qui ont débuté en 1992 et se sont poursuivies tout au long de ces années, notamment par le travail de la Permanence Srebrenica, qui était membre de l'Association des survivants de Srebrenica entre 2006 et 2008.

Nous avons ainsi acquis une grande expérience et récolté de nombreux témoignages qui ont enrichi notre réflexion et orienté nos démarches.

Si la Bosnie-Herzégovine (BH) ne fait plus la Une de l'actualité, la situation est encore loin d'être stabilisée. Les Accords de Dayton de décembre 1995 ont certes arrêté la guerre, mais ils ont aussi institutionnalisé des divisions qui risquent de faire exploser le fragile équilibre par la menace de sécession des dirigeants de la République serbe. Et les nationalistes croates revendiquent eux aussi à nouveau une partition.

C'est pourquoi nous estimons important, malgré tous les obstacles, de poursuivre notre engagement solidaire afin de contribuer à une alternative politique par le renforcement des capacités de la société civile pour reconstruire une République de Bosnie-Herzégovine sur une base citoyenne et fédéraliste.

Afin de comprendre les différentes étapes de nos actions, nous estimons nécessaire de rappeler le contexte général, avant de présenter notre association SB et le réseau Solidarité Internationale Bosnie-Herzégovine (SIBH).

1. 1991 : Implosion de la Yougoslavie.....	3
2. L'agression contre la République de Bosnie-Herzégovine.....	4
3. Le génocide de Srebrenica.....	4
4. Le contexte de notre action .....	5
5. Limites des tribunaux internationaux.....	6
6. Un processus de rapprochement à la base.....	7
7. La résistance pacifique des parents de Konjevic Polje.....	8
8. Le risque de repli identitaire.....	8
9. Résistance au néolibéralisme.....	8
10. Bosnie-Herzégovine : une paix fragile.....	9
11. Difficile solidarité en Suisse-romande.....	10
12. L'Association des Survivants de la Drina-Srebrenica (ASDS).....	10
13. La Permanence Srebrenica.....	12
14. L'association Solidarité Bosnie.....	13
15. Chronologie des activités de Solidarité Bosnie 2009-2017.....	14
16. Vers une coordination internationale.....	16
17. La Marche pour la Paix (8-10 juillet).....	17
18. Contribution à une réflexion et à un engagement citoyen.....	17
19. Nos activités et projets.....	17
20. Adresses d'associations en Suisse.....	18
21. Adresses d'associations en France.....	18
22. Sites web.....	19
23. Bibliographie.....	19



*Marche pour la Paix*

## **Termes utilisés pour désigner les habitants de Bosnie-Herzégovine :**

13ème - 1945	Bosniaques		
1945 - 1974	Serbes	Croates	Autres
1974 - 1992	Serbes	Croates	Musulmans
1993 -	Serbes ou Bosno-Serbes	Croates ou Bosno-Croates	Bosniaques
	Bosniens		

Les Serbes sont en général considérés comme orthodoxes, les Croates comme catholiques et les Bosniaques comme musulmans, qu'ils soient ou non pratiquants.

Notons que les Juifs et les Roms ne font pas partie des 3 nationalités constitutives de la Bosnie-Herzégovine (tel que décidé par l'ex-Yougoslavie) et ne peuvent donc accéder à la présidence de leur pays, ceci malgré un recours à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

### **Abréviations :**

**BH** = Bosnie-Herzégovine

**RS** = République Serbe (Republika Srpska)

**SB** = Solidarité Bosnie

\*\*\*\*\*

## **1. 1991 : Implosion de la Yougoslavie**

En 1945, après la lutte de libération menée par Tito et ses partisans contre le nazisme, la Yougoslavie socialiste est formée sur la base de six Républiques: celles de Serbie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, de Slovénie, du Monténégro et de Macédoine.

Après la mort de Tito en 1980 et la chute de l'URSS en 1990, Slobodan Milosevic (président de la Serbie) a misé sur le projet nationaliste de Grande Serbie, avec l'appui de l'Académie des Sciences de Belgrade, des officiers serbes de l'armée, des services secrets et de l'église orthodoxe.

A son tour, Franjo Tudjman (président de la Croatie) a mis en avant le nationalisme croate. Depuis plusieurs années déjà, le pouvoir serbe réprimait très durement les Kosovars qui revendiquaient, avec Ibrahim Rugova, un statut de République au sein de la Yougoslavie. Milosevic a alors supprimé en 1989 leur statut de « province autonome » et licencié tous les fonctionnaires kosovars.

Il s'est ensuite emparé des voix du Kosovo et de la Voïvodine à la présidence du gouvernement yougoslave en y mettant des représentants serbes. Avec son allié le Monténégro, Milosevic disposait ainsi de 4 voix contre 4, soit celles de la Croatie, de la Slovénie, de la BH et de la Macédoine, paralysant de facto le pouvoir de décision du gouvernement de la Yougoslavie et s'opposant à l'accès du représentant croate (Stjepan Mesić) à la présidence tournante.

En 1991, ce blocage a poussé la Slovénie et la Croatie à se « défédéraliser », ce qui était autorisé par la constitution yougoslave. C'est alors que l'armée yougoslave, contrôlée par les nationalistes serbes, a opéré une brève incursion en Slovénie avant d'attaquer la Croatie et d'occuper un tiers de son territoire. La ville de Vukovar est détruite et prise en novembre 1991. Les blessés de l'hôpital sont exécutés et jetés dans une fosse commune : un sinistre prélude.

Comme il n'y avait plus, face à la Serbie, le contrepoids de la Croatie et de la Slovénie, les citoyens de BH ont voté en grande majorité en mars 1992 pour l'indépendance de la République de BH, non pas par nationalisme, mais pour ne pas subir le pouvoir national-socialiste serbe.

Le 9 janvier 1992, les nationalistes serbes de Radovan Karadžić avaient déjà proclamé leur sécession sous le nom de « République Serbe » sur un quart du territoire de la BH. Ils ont boycotté le vote. Mais une minorité bosno-serbe est restée fidèle à la BH, pays qui existe depuis le 13ème siècle.

## **2. L'agression contre la République de Bosnie-Herzégovine**

Le 6 avril 1992, date de la proclamation de l'indépendance de la République de Bosnie-Herzégovine, les forces serbes qui stationnaient en Bosnie après leur retrait de Croatie, ont passé à l'offensive avec des supplétifs locaux, assiégeant plusieurs villes (dont la capitale Sarajevo) et s'emparant rapidement des 2/3 du territoire de la BH, alors que les Bosniaques étaient désarmés.

Cette offensive a été menée avec le feu vert tacite d'un certain nombre de dirigeants des grandes puissances, dont François Mitterrand, qui ont d'emblée soutenu le projet de partition de la BH concocté en mars 1991 entre Milosevic (Serbie) et Franjo Tudjman (Croatie) à Karadjordjevo, soit une année avant le début de l'offensive en BH en avril 1992.

Afin de faciliter une victoire rapide de Milosevic contre les Musulmans, ces dirigeants ont ainsi imposé via l'ONU un embargo sur les armes envers la République de BH, ce qui était illégal étant donné la reconnaissance internationale de son indépendance qui lui donnait le droit à l'auto-défense, comme Kofi Annan (secrétaire de l'ONU) l'a reconnu en 1999.

C'est pourquoi les grandes puissances ont imposé avec la complicité des grands médias la thèse de « guerre civile interethnique » afin de justifier cet embargo auprès de l'opinion publique. En tant que citoyens, nous devons dénoncer ce mensonge qui persiste et qui a même été repris par des pays comme la Suisse, malgré les nombreuses preuves de la culpabilité du gouvernement serbe de Milosevic.

Les Accords de Dayton en décembre 1995 remplacent la République de BH par deux « entités ethniques » (selon la terminologie acceptée par ces Accords) : la Fédération de BH (Bosniaques et Bosno-croates) avec 51 % du territoire et la République Serbe (Republika Srpska, RS) avec 49% du territoire. C'est la concrétisation du projet de Karadjordjevo. Ce n'est donc pas un hasard si Milosevic et Tudjman ont signé les Accords à Dayton.

En 1991 déjà, l'armée yougoslave (contrôlée par les nationalistes serbes) avait vidé les dépôts de la Défense territoriale en Croatie et en BH, en prélude à l'agression d'avril 1992. Les forces serbes se sont rapidement emparées des 2/3 du territoire, profitant du fait que la République de BH ne disposait pas d'armée à ce moment-là.

Elles ont « nettoyé » des territoires conquis, soumettant les non-serbes à un génocide (non-reconnu par les tribunaux internationaux, à l'exception de celui de Srebrenica) causant la mort d'environ 100'000 personnes, faisant des centaines de milliers de blessés et jetant plus d'un million de réfugiés sur les routes. Des centaines de villes et villages ont subi des destructions massives. Le viol des femmes a été utilisé comme arme de destruction de la communauté bosniaque.

Entre avril 1993 et mars 1994, les forces croates ont à leur tour attaqué les Bosniaques, détruisant la partie est de Mostar et le vieux pont de la période ottomane.

En mars 1993, les habitants de Cerska-Konjevic Polje, qui résistaient depuis avril 1992 aux forces serbes, ont dû se replier sur Srebrenica (ville libérée en mai 1992 par Naser Oric). En mars 1993, le général onusien Philippe Morillon a promis que Srebrenica serait une « zone protégée » par l'ONU. Des Casques Bleus, d'abord canadiens, puis hollandais, ont ainsi donné une illusion de sécurité.

## **3. Le génocide de Srebrenica**

Considéré par l'ONU comme « le plus grand crime de guerre depuis la Seconde guerre mondiale », le génocide de Srebrenica de juillet 1995 est commémoré chaque année le 11 juillet au Mémorial de Potocari (à 4 km de Srebrenica) depuis l'an 2000. Environ 30'000 personnes, dont les familles des victimes, assistent aux enterrements des victimes retrouvées dans les charniers et identifiées par leurs ADN.

Contrairement à l'image transmise par les médias, le génocide n'a pas eu lieu dans la ville de Srebrenica, mais sur le sol des communes voisines de Bratunac et de Zvornik (et partiellement à Potocari), c'est à dire le long du chemin qui sera suivi par la tête de la colonne des 14'000 hommes du 11 au 16 juillet 1995.

En mai 1995, les dirigeants des grandes puissances (USA, Grande-Bretagne, France) décident de mettre fin à la guerre en abandonnant la défense des « zones de sécurité » onusiennes de Srebrenica et de Zepa et en les accordant à la RS, ce qui donne le feu vert aux forces serbes. Une première attaque est repoussée le 9 juillet par les résistants bosniaques. Mais afin de briser cette résistance imprévue, les militaires au service de l'ONU leur ordonnent de se retirer car l'aviation de l'OTAN allait intervenir pour repousser l'offensive serbe. Mais c'était une fausse information : il n'y a eu qu'un survol inoffensif. De plus, l'ONU refuse de restituer les armes que l'armée bosniaque leur a confiées en échange d'une protection internationale. Les Bosniaques ont été doublement trahis afin de faciliter l'avancée des forces serbes sans trop de résistance. Le 11 juillet, face à ces trahisons et à cette offensive, les autorités de Srebrenica ordonnent aux femmes, enfants et vieillards de descendre à la base des Casques Bleus de Potocari. Mais le jour suivant, quelques centaines d'hommes et d'adolescents sont arrachés à leurs familles et exécutés par les forces serbes sous les ordres du chef militaire serbe Ratko Mladic. Les jours suivants, environ 20'000 femmes, enfants et vieillards seront déportés en autocar ou en camion jusqu'à la ligne de front de Kladanj. Des jeunes femmes et des adolescentes sont violées et tuées, des nouveau-nés sont massacrés.

Ce même 11 juillet 1995, les autorités de Srebrenica ordonnent aux hommes de se rassembler à Susnjari (petit village dans la montagne) pour former une colonne de 14'000 hommes devant se diriger vers Nezuk.

Dès le 12 juillet, les forces serbes tendent des embuscades successives et bombardent la colonne, blessant et tuant des milliers d'hommes. Des milliers de civils sont capturés, certains victimes du gaz BZ (hallucinogène proche du LSD, d'origine étasunienne), et exécutés en masse dans différents lieux (hangar de Kravica, à Bratunac, au nord de Zvornik).

La tête de la colonne arrive à franchir 3 lignes de front serbe pour arriver à Nezuk le 16 juillet avec 3'700 hommes, après un ultime combat.

2'000 autres hommes parviennent à passer la ligne de front en petits groupes au cours des semaines et mois suivants. On compte 8'370 victimes dans ce qui a été reconnu comme « génocide de Srebrenica » par les tribunaux internationaux (TPIY et CIJ).

Les forces serbes ont caché les victimes dans des charniers découverts progressivement. Après examen des ADN et avec l'accord des familles, des funérailles sont organisées au Mémorial de Potocari, comprenant aujourd'hui plus de 6'000 tombes.

**Si notre engagement principal concerne la région de Srebrenica, notre association estime qu'il est important de faire connaître ce qui s'est passé dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine.**

#### **4. Le contexte de notre action**

Il est donc nécessaire de mener un travail d'analyse de la situation en ex-Yougoslavie et en BH et de soutenir des initiatives positives, comme la création d'associations et d'entreprises (notamment sous forme de coopératives) qui contribuent à recréer le tissu social et des conditions de travail décentes.

Il est également important de rétablir les faits et de contrer les versions inventées par la propagande nationaliste serbe et relayées dans nos pays par divers milieux allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

Pour reconstruire la paix, il est urgent que les grandes puissances reconnaissent publiquement qu'il n'y a jamais eu de guerres civiles interethniques, mais bien des offensives militaires serbes successives menées au Kosovo, en Slovénie, en Croatie et en BH.

Parmi les mythes véhiculés, il y a aussi celui des « haines ethniques ancestrales ». Il faut en effet mettre en cause la propagande serbe qui a suscité des peurs infondées parmi les Serbes de Croatie et de BH. Ceux-ci ont alors massivement accepté les armes livrées par la JNA (armée nationale yougoslave) et les ont ensuite utilisées contre leurs voisins non-serbes une fois l'offensive déclenchée.

Ces événements sont à l'origine d'une profonde rupture avec la tradition du « vivre ensemble » et du respect des différences qui régnait dans cette région, forgée notamment par la lutte commune contre le nazisme, particulièrement en BH, terre d'accueil traditionnelle.

La propagande serbe a exploité à l'extrême les massacres opérés par les Oustachis croates contre les Serbes de Croatie et de BH lors de la seconde guerre mondiale.

Il faut relever que les Tchetsniks (royalistes) serbes ont massacré des milliers de Bosniaques dans la vallée de la Drina durant la Seconde guerre mondiale et dans les mêmes lieux en 1992.

Les Oustachis et les Tchetsniks, bien qu'ennemis, étaient alliés des Nazis. Ils ont massacré leurs populations juives : les Oustachis au camp de Jasenovac et les Tchetsniks dans la banlieue de Belgrade, sous le régime du général Nedic, un Pétain serbe, avec l'appui de l'Église orthodoxe.

La résistance antinazie a regroupé des dizaines de milliers de partisans croates, slovènes, bosniaques, serbes, monténégrins, juifs et roms autour de Tito. La BH était le principal bastion de la résistance et c'est à Bihac et à Jajce qu'ont eu lieu en 1943 et 1944 les congrès qui ont défini les principes de la Yougoslavie socialiste et fédérative. La République de BH est alors reconnue avec l'appui de Tito et devient l'une des 6 républiques constitutives.

La Yougoslavie opta en 1948 pour un socialisme autogestionnaire et Tito fut l'un des leaders des pays non-alignés, composés d'une majorité de pays musulmans, d'où la désignation des Bosniaques comme « Musulmans » (avec M majuscule) en tant que nationalité, ce qui figure dans la Constitution yougoslave en 1974.

A la mort de Tito en 1980, les nationalistes serbes ont voulu rétablir la domination serbe qui s'était exercée entre 1918 et 1940 en Yougoslavie en ressuscitant le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, devenu ensuite Royaume de Yougoslavie, avec un roi serbe.

En 1984, les Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo ont réuni tous les Yougoslaves. Mais dès 1985, l'Académie des Sciences de Belgrade sous la houlette de Dobrica Cosic a relancé le nationalisme serbe sous le prétexte que la Serbie avait été défavorisée sous Tito. Un mémorandum fut publié en 1989, qui condensait l'idéologie de la Grande Serbie, reprise dès 1989 par Milosevic, qui développe alors une stratégie de conquête basée sur un concept national-socialiste, combinant la propagande, les forces armées et le « nettoyage ethnique ».

Les décideurs du grand capitalisme ont alors compris qu'ils avaient là l'occasion de détruire la Yougoslavie, notamment en favorisant la montée des divers nationalismes. Ce n'est donc pas un hasard si les leaders des partis nationalistes ont participé dès 1994 à la destruction de l'économie et de l'industrie de la période socialiste par des privatisations le plus souvent frauduleuses et se sont ainsi enrichis sur le dos des travailleurs, dépossédés de leurs droits, dont plus de la moitié se retrouvèrent à la rue.

## **5. *Limites des tribunaux internationaux***

Si dès 1995 le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a jugé un certain nombre de criminels, en majorité serbes, il faut dénoncer avec Florence Hartmann (ex-porte-parole de Carla del Ponte) le simulacre de jugement de la Cour Internationale de Justice (CIJ) du 26 février 2007. Ce Tribunal, qui juge les litiges entre États, avait reçu en 1993 une plainte de la République de BH contre la Serbie pour « agression et génocide ». Il y avait déjà en 1993 plus de 60'000 victimes dans ce conflit qui a causé au total environ 100'000 morts entre avril 1992 et fin 1995. Le jugement de la CIJ a été constamment reporté sous divers prétextes et n'a été rendu qu'en février 2007.

Comme Florence Hartmann l'a révélé, les USA et la Grande-Bretagne ont fait pression sur le TPIY pour empêcher le transfert du mémorandum du « Conseil suprême de défense serbe » (présidé par Milosevic) à la CIJ, ce qui a privé ce tribunal de preuves évidentes de la culpabilité de la Serbie. La majorité des juges s'est alors contentée de blâmer « la Serbie pour ne pas avoir empêché le génocide de Srebrenica ». Florence Hartmann a été condamnée par le TPIY pour avoir dénoncé cette ingérence de pouvoirs politiques qui ont empêché la CIJ de prononcer un jugement indépendant.

Le 14 mars 2006, le TPIY a interrompu le jugement de Milosevic à sa mort très opportune, alors qu'il était acculé par les nombreuses preuves de sa culpabilité.

En 1948, le fait que Hitler était mort n'a pas empêché le Tribunal de Nuremberg de prononcer une claire condamnation du régime nazi ; à contrario, le TPIY et la CIJ ont abandonné les procédures, ceci sous la pression des grandes puissances, ce qui a empêché une claire condamnation du régime national-socialiste de Milosevic. Seuls quelques individus ont été condamnés, comme Karadzic et Mladic, considérés comme des héros par une majorité des habitants de la Serbie et surtout de la RS.

En 1948, la claire condamnation du régime nazi a permis aux Allemands de tourner la page et de se réconcilier avec leurs voisins, notamment les Français. Par contre, la justice tronquée du TPIY et de la CIJ ne permet pas aux Serbes de tourner la page. Les opposants serbes, comme les « Femmes en noir », qui ont lutté contre le régime de Milosevic, sont ainsi isolés, alors que les nationalistes serbes ont beau jeu d'inverser les responsabilités en proclamant que c'est le « peuple serbe » qui est victime d'un complot entre impérialistes, musulmans, Allemands et Vatican, ceci pour cacher la complicité des grandes puissances dont ils ont bénéficié lorsqu'ils se sont emparés de la moitié du territoire de la BH et dont ils continuent de revendiquer le rattachement à la Serbie.

Comme le relève Louise Lambrichs, le danger d'une récidive reste entier. Le syndrome de répétition est parfaitement repérable en BH. Des massacres ont été commis par les nationalistes serbes (parfois croates) dans les mêmes lieux entre 1942 et 1945 et entre 1992 et 1995.

Le déni de la réalité a donc pour cause non seulement le fanatisme des nationalistes serbes de Serbie et de RS, mais aussi le cynisme politique des grandes puissances, qui ont d'emblée limité le mandat du Tribunal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) au jugement d'individus criminels (Milosevic, Karadzic, Mladic) sans remise en cause du régime national-socialiste serbe de Milosevic.

Comment favoriser un travail d'analyse et de prévention non seulement en BH, mais aussi en Serbie et en Croatie ?

Les réseaux de propagande négationniste serbes sont toujours très actifs sur internet et auprès des médias et des politiciens de tous bords. Ils bénéficient de financements importants et de la montée des mouvements populistes islamophobes.

## **6. *Un processus de rapprochement à la base***

Malgré les divisions institutionnalisées par Dayton, un processus de rapprochement entre les citoyens des diverses communautés existe, dont nous pouvons citer quelques exemples. La personnalité la plus populaire en BH est certainement l'ex-général Jovan Divjak, un Serbe qui a refusé d'obéir à Mladic et qui a, au contraire, activement participé à la défense de Sarajevo. A la fin de la guerre, il a créé une fondation d'aide aux élèves défavorisés de toutes les communautés. Il valorise une identité commune, c'est-à-dire bosnienne.

Malgré toutes ses qualités et son travail de médiation, il est toujours considéré comme criminel par la justice serbe, qui a tenté de le faire extraditer par Interpol (il a été retenu à Vienne durant deux mois).

Il faut relever que les imams (prêtres musulmans) favorisent le rapprochement en demandant aux victimes de ne pas sombrer dans la vengeance, mais d'être au contraire prêts à pardonner, sans pour autant oublier.

Lors des inondations de mai 2014, des centaines de familles bosniaques de la région de Gradacac ont hébergé des centaines de familles bosno-serbes sinistrées.

À Srebrenica, les citoyens des deux communautés travaillent ensemble à la Mairie, au Centre commercial et jouent dans la même équipe de football.

Le promoteur des bains thermaux de Srebrenica, bosno-serbe, voulait engager 700 employés issus des deux communautés Mais cette tentative de collaboration est torpillée par Milorad Dodik (patron de la RS), qui empêche depuis 2014 la remise en activité de ce site. Et les représentants internationaux laissent faire.

Fin 2017, deux jeunes hommes ont été assassinés dans des conditions qui restent troubles, l'un à Banja Luka, l'autre à Sarajevo. Ces deux affaires ont réuni les pères de David et Dzenan et ont entraîné des manifestations de milliers de citoyens en Fédération de BH et en RS. Celles-ci ont aussi en commun la remise en question des dirigeants et des appareils politiques et policiers des deux entités.

## **7. La résistance pacifique des parents de Konjevic Polje**

Les Accords de Dayton ont donné le pouvoir de décision aux « entités » en matière de l'enseignement, ce qui permet à la RS de n'enseigner que la culture et l'histoire de la Serbie, occultant celles de la BH, dans le but évident d'endoctriner la nouvelle génération en vue d'une sécession. Elle impose l'écriture cyrillique, à l'exclusion de toute autre.

En 2012, les représentants internationaux ont abandonné un projet de synthèse des enseignements à tout niveau. Ce recul constitue un grave problème pour l'avenir de ce pays, car les divisions se renforcent au lieu de s'atténuer.

En 2013, les parents des élèves de l'école de Konjevic Polje (village bosniaque en RS) ont tenté de négocier avec les autorités de la RS en demandant la médiation par des représentants internationaux. Mais ceux-ci ont refusé, privant ainsi les Bosniaques de leurs droits en tant que minorité en RS, pourtant inscrits dans les Accords de Dayton.

Les parents de Konjevic Polje ont alors dénoncé cette trahison en campant durant trois mois, en plein hiver, devant le siège du Haut-Représentant international à Sarajevo, Valentin Inzko. Leur revendication légitime a été répercutée dans les médias locaux.

Finalement, ils ont obtenu le soutien du Ministre de l'éducation de la Fédération de BH, qui leur a envoyé une quinzaine de jeunes enseignants en chômage à Sarajevo, ce qui leur a permis d'ouvrir en février 2014 une école à Nova Kasaba avec 117 élèves (137 en 2018). Ces enseignants stimulent la créativité et l'entraide. Cependant, leurs salaires arrivent souvent en retard : cette école a besoin de notre soutien !

Dans certains cantons de la Fédération de BH, les nationalistes croates imposent des classes séparées. Mais en 2017 à Jajce, les élèves bosniaques et bosno-croates ont refusé cette division et obtenu des classes communes.

## **8. Le risque de repli identitaire**

Par réaction à la montée du mondialisme néolibéral, les tendances au repli identitaire gagnent du terrain, notamment dans les ex-pays communistes. La BH n'échappe pas à ce phénomène, ceci d'autant plus que les Accords de Dayton ont renforcé et institutionnalisé les divisions de la société. Cette tendance est très marquée en RS avec une église orthodoxe très nationaliste. Un phénomène similaire s'observe du côté des nationalistes croates.

Par conséquent, un certain nombre de Bosniaques ont tendance eux aussi à se replier autour de la religion musulmane en abandonnant la vision inter-communautaire traditionnelle. Mais il faut relever que la grande majorité des citoyens bosniaques résistent à cette tendance et restent ouverts au monde, tout en préservant leurs valeurs. Le courant salafiste reste très minoritaire malgré ses aides caritatives et ses subventions à des familles pauvres pour envoyer leurs enfants à des cours religieux. Quelques communautés extrémistes sont étroitement surveillées par les services de sécurité de l'État de BH.

**Solidarité Bosnie soutient les citoyens et citoyennes de toutes les communautés souhaitant vivre ensemble dans une Bosnie-Herzégovine réunifiée sur une base citoyenne et fédérale, vierge d'« entités » établies sur une base ethnique.**

## **9. Résistance au néolibéralisme**

Pendant la guerre déjà, les dirigeants néolibéraux des USA et de l'Union Européenne ont poussé les autorités de Bosnie à nationaliser les entreprises qui étaient la propriété des travailleurs selon la Constitution yougoslave autogestionnaire. A la fin de la guerre, ces

entreprises ont été privatisées, le plus souvent frauduleusement et les travailleurs jetés à la rue ou contraints de travailler avec des salaires de misère.

Des entreprises florissantes avant-guerre, comme la fabrique de produits chimiques Dita à Tuzla, ont été privatisées et fermées. Une minorité de travailleurs de Dita ont résisté et ont déclenché un important mouvement de révolte sociale qui s'est développé dans presque toute la Fédération de BH. En 2015, ils ont réussi à reprendre le contrôle de l'usine et relancer la production. Des plénums (assemblées de travailleurs et citoyens) ont dénoncé la corruption de la classe politique qui s'enrichit alors que la moitié de la population en âge de travailler est sans emploi ni revenu fixe.

Il n'est dès lors pas étonnant que des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs qualifiés, notamment dans le domaine santé, quittent le pays pour s'engager ailleurs.

Malgré tout, des entreprises se développent dans le domaine des services et certaines, comme Prevent (travail du cuir pour les véhicules) ont des débouchés en UE.

Quelques municipalités comme Sarajevo, Gorazde, Gradacac, Kakanj se développent.

La diaspora aide leurs familles restées au pays, ce qui constitue un apport important à l'économie de la BH.

## **10. Bosnie-Herzégovine : une paix fragile**

Les Accords de Dayton ne permettent pas d'enraciner la paix car ils légitiment les conquêtes territoriales par la force et empêchent toute évolution vers une nouvelle constitution de la BH.

D'un côté, la Fédération de Bosnie-Herzégovine (51 % du territoire) où cohabitent Bosniaques et Bosno-croates, répartis en dix cantons. Bien que les Bosniaques soient quatre fois plus nombreux, il y a autant d'élus croates que bosniaques. Par chance, lors de l'élection d'octobre 2018, le candidat séparatiste croate a été écarté (grâce aux voix bosniaques) en faveur de Zelko Komsic, un candidat social-démocrate en faveur de l'unité de la BH.

De l'autre, la République Serbe (RS), qui occupe 49% du territoire, dont des régions conquises par la force, comme celle de Srebrenica. Les Bosniaques revenus depuis l'an 2000 représentent les 14 % de la population.

La capitale Sarajevo est le siège d'une Présidence à trois, qui a un pouvoir limité. Le pouvoir réel est détenu par les deux « entités », qui ont aussi un droit de veto sur toute décision centrale. De fait, ce pouvoir est surtout utilisé par les dirigeants de la RS.

Les nationalistes croates d'Herzégovine reprennent leur projet de création d'une troisième entité, ce qui provoque de graves tensions à Mostar, entre autres.

Seule la ville de Brcko (au nord) a un statut national, basé sur une gestion municipale partagée entre les représentants des trois communautés à parts égales.

Avec l'appui de la Russie de Poutine, de l'Église orthodoxe et le soutien discret des dirigeants de la Serbie, Dodik (élu serbe à la Présidence de la BH depuis octobre 2018) continue de préparer une sécession pour rattacher la République serbe à la Serbie.

Or une telle sécession ne peut pas se réaliser pacifiquement, car :

- un tel projet n'est que la poursuite de la politique génocidaire menée par les nationalistes serbes, notamment Karadzic et Mladic, qui sont considérés comme des héros en RS et par une grande partie de la population de Serbie;

- la RS s'est approprié par la terreur et le génocide la moitié de la BH, dont des régions comme celle de Srebrenica dont la population était bosniaque à 75% avant 1992. Les Accords de Dayton ont ainsi récompensé ces crimes. Srebrenica était avec ses mines d'argent (origine de son nom) la principale source de richesse des rois de Bosnie entre le 13ème et le 16ème siècle.

- les Bosniaques sont de nouveau majoritaires dans certaines régions de la RS après leur retour d'exil depuis l'an 2000, comme par exemple le long des 80 kilomètres du Chemin de paix.

- la violence institutionnelle de la République serbe s'exerce déjà au travers de son système d'enseignement, au mépris du droit des minorités, et par le blocage de projets de relance économique.

Si un nouveau conflit devait survenir, la paix en Europe serait menacée.

## **11. Difficile solidarité en Suisse-romande**

Durant le conflit de 1992-1995, il y avait dans nos pays un préjugé négatif envers les « Musulmans » (nom donné aux Bosniaques dans la Constitution yougoslave de 1974). Durant une trêve en 1993, le Parlement de BH a repris l'ancien nom de « Bosniaques » ; l'ensemble des habitants du pays étant désignés sous le nom de « Bosniens ». Mais une partie des médias, par parti-pris ou ignorance, continue d'utiliser le nom de « musulmans » (sans distinction entre nationalité et religion).

Le principal éditeur de Suisse-romande, Vladimir Dimitrievic (L'Age d'Homme), ami de Karadzic, était très influent dans les médias de Suisse romande et ami de plusieurs éditeurs, dont Guy Mettan, alors rédacteur en chef de la Tribune de Genève.

La thèse de « guerre civile interethnique » empêchait le développement d'un réel mouvement de solidarité (tel que celui contre l'intervention des USA au Vietnam et en Irak, car peu de Suisses romands connaissaient la BH).

En automne 1991, Ivar Petterson, membre du "Comité Paix" a été informé par un Bosniaque que la Serbie de Milosevic préparait une agression contre la République de BH. Mais ni le Comité Paix, ni le GSSA (Groupe Suisse sans Armée), ni la gauche en général n'ont pris au sérieux cette information. Lorsque le conflit a éclaté en avril 1992, ils ont adopté la dénomination de « guerre civile interethnique » et ont, comme la droite, soutenu l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à la République de BH, ceci avec une naïveté déconcertante, restant collés au credo « moins il y a d'armes, moins il y a de morts » et malgré l'arrivée des premières informations qui faisaient pourtant état de massacres commis par les forces serbes.

Quasi isolé, Ivar Petterson, artisan, a petit à petit trouvé quelques personnes solidaires avec les Bosniaques et a fondé en septembre 1992 l'association Mirna Bosna (Paix en Bosnie), qui a organisé une première manifestation de solidarité à Genève le 23 septembre avec les quelques associations bosniaques qui existaient déjà en Suisse. Mirna Bosna s'est occupé des autorisations pour une dizaine d'autres manifestations devant l'ONU, qui ont regroupé jusqu'à 5'000 Bosniaques et Kosovars, mais très peu de Suisses.

Par contre les Suisses ont contribué à des actions humanitaires, mais très peu ont osé prendre parti pour la défense de la République de BH.

L'association Mirna Bosna a recueilli le témoignage de nombreux réfugiés qu'elle a publiés dans le journal du même nom, surtout diffusé en France lors des congrès de la « Convergence citoyens-citoyennes pour la Bosnie », qui regroupait environ 400 collectifs divers, opposés à la politique pro-serbe de François Mitterrand.

Lorsque nous tenions des stands en ville de Genève, seul 4 ou 5 personnes sur 1'000 s'arrêtaient, ce qui était significatif d'une indifférence généralisée, une attitude qui n'a changé que suite au génocide de Srebrenica, c'est à dire trop tard.

Fin 1993, un club Bosniaque allait s'ouvrir à l'initiative de réfugiés. La veille de l'inauguration, le chef du Département de Justice et Police du Canton de Genève arrête son président et le maintient au secret durant un mois. L'avocat que nous avons mandaté constate pourtant que le dossier est vide. Cette arrestation avait donc clairement pour but d'empêcher l'ouverture du Club bosniaque. Le projet est abandonné peu après et le président obtient de la Justice un dédommagement de 13'000 francs.

En 1996, les autorités suisses poussent les 45'000 réfugiés de BH à rentrer chez eux, ce qu'un tiers d'entre eux acceptent. Ivar Petterson lance alors, avec le Bureau d'aide au départ de la Croix-Rouge, une association pour la création de petites entreprises en BH avec des stages de perfectionnement. Quatre familles ont ainsi créé leur entreprise en rentrant chez elles.

## **12. L'Association des Survivants de la Drina-Srebrenica (ASDS)**

En janvier 2000, l'ASDS est fondée à Yverdon avec l'appui d'Ivar Petterson qui organisera 5 Marches Srebrenica à partir de juillet 2000, d'abord entre Yverdon et Berne, puis entre Croy-Romainmôtier et Genève.



*Marche Srebrenica Yverdon - Berne, 2002*

L'ASDS rassemble surtout des survivants du génocide de Srebrenica résidant dans les Cantons de Vaud et de Genève, quelques Bosniaques d'autres régions et une dizaine de Suisses solidaires. Notre première action a été une démarche auprès de la Confédération, avec l'appui de l'OSAR, pour demander un statut humanitaire collectif de plusieurs années pour l'ensemble des réfugiés de Srebrenica, ceci afin de tranquilliser les demandeurs et de réduire drastiquement les frais de part et d'autre.

Cette demande ayant été refusée, les Suisses solidaires ont accompagné avec succès une centaine de membres de l'ASDS dans leurs démarches auprès de l'administration.

Mais en 2004, 160 habitants de Srebrenica sur 523 réfugiés, étaient menacés de renvoi par Berne. La lutte contre les renvois a été menée de 2004 au printemps 2005 avec la Coordination Asile Vaud dans le cadre du « Mouvement des 523 » et a été couronnée de succès grâce à une importante mobilisation populaire.

D'autre part, en février 2005, Ivar Petterson a été mandaté par une assemblée générale de l'ASDS pour négocier avec le Conseil d'État du Canton de Vaud, au côté de Cesla Amarelle (PS) et de deux autres défenseurs des réfugiés, afin d'expliquer la délicate situation de la région de Srebrenica, tout en n'étant pas opposé à des retours volontaires, comme celui de Muhizin Omerovic et sa famille (qui ont obtenu un soutien au retour substantiel). Au final, seuls quelques jeunes bosniaques ont été renvoyés.

Durant la période 2004-2005, une quinzaine d'assemblées générales de l'ASDS ont été organisées par les Suisses solidaires afin d'expliquer aux membres, avec la présence d'élus et d'une interprète, les démarches entreprises en leur faveur au Grand-Conseil du Canton de Vaud.

Mais cette période a été marquée par des blocages surprenants :

- Au printemps 2004, le Conseil de fondation de la Maison des Associations de Genève a refusé un local à l'Association des Survivants de Srebrenica. Selon nos adversaires (des universitaires), les Bosniaques cherchaient eux aussi à agrandir leur territoire aux dépens des autres communautés. Nous avons dû expliquer la situation durant 4 mois afin d'obtenir la levée de ce blocage.

- En automne 2005, les membres bosniaques du comité de l'ASDS ont refusé de rembourser à Ivar Petterson les frais avancés pour mener la négociation auprès du Conseil d'État et pour le

travail de promotion et co-organisation de la première Marche pour la Paix. Ce n'était pas correct puisqu'il y avait assez sur le compte de l'ASDS après le travail de recherche de fonds mené par Ivar Petterson.

Le remboursement des frais a finalement été obtenu, mais trop tard : une soirée publique prévue à Lausanne avec la journaliste de « 24 Heures », qui était venue à la Marche et avait réalisé un excellent article dans ce journal, avait du être annulée à cause de ce blocage imprévu.

### **13. La Permanence Srebrenica**

Afin de pouvoir poursuivre nos activités dans le cadre de l'Association des Survivants de Srebrenica sans risque de blocage, quelques suisses et bosniaques ont créé en janvier 2006 l'Association « Permanence Srebrenica » afin de pouvoir ouvrir un compte postal, utilisé aussi pour le journal Srebrenica. Nous avons ainsi occupé et géré le local obtenu à la Maison des Association, resté vide durant une année étant donné qu'il n'y avait toujours pas de section cantonale de l'ASDS à Genève.

La Permanence Srebrenica a largement contribué à faire connaître l'ASDS et la Marche pour la Paix. Nous avons soutenu Muhizin Omerovic (Djile) et sa famille dans leur retour volontaire en septembre 2005 dans la vallée de Pobudje. Djile a activement participé au développement d'associations et est devenu le principal organisateur de la Marche pour la Paix (réalité que le Comité de l'ASDS refusait de reconnaître).

Comme le problème des renvois était résolu, la Permanence Srebrenica souhaitait la création de sections cantonales de l'ASDS afin d'aborder les questions de l'intégration, prendre des initiatives locales et assumer un soutien aux associations naissantes dans la région de Srebrenica, le tout avec l'appui de Suisses solidaires dans chaque canton.

Mais cette proposition de restructuration n'a pas été mise en œuvre étant donné que la grande majorité des membres n'était pas prêts ou n'en ressentait pas la nécessité.

Ainsi aucune section cantonale n'a pu être lancée faute de responsables locaux, ne serait-ce que pour s'occuper de la location d'une salle à la Maison du Peuple à Lausanne pour tenir les réunions de l'association (tâche qu'un enseignant suisse souhaitait transmettre aux Bosniaques).

Prenant acte de l'impossibilité de constituer une structure fédérative, décentralisée, les membres bosniaques du comité ont alors décidé d'instaurer une structure verticale avec un comité central. Leur première décision a été de réduire le nombre d'assemblées générales à une seule par année, ce qui a eu comme conséquence de couper le lien entre les membres bosniaques et les Suisses solidaires.

Afin d'imposer leur autorité aux membres, le comité central s'en est alors pris à l'autonomie de la Permanence Srebrenica, isolée faute de Sections cantonales.

Fin 2006, la Permanence Srebrenica a trouvé 15'000 CHF pour soutenir un projet de bourses scolaires initié par l'association Bogomil de Konjevic Polje. Nous avons souhaité que ce jumelage serve de modèle pour des initiatives similaires entre des sections cantonales et des associations de la région de Srebrenica ; mais faute d'actions parallèles, ce succès a suscité une vague de jalousie. Tout ceci a créé une grave confusion, qui a perturbé le développement de l'association.

Le 16 mars 2008 sont adoptés en assemblée générale à Yverdon de nouveaux statuts et un nouveau nom : « Association des survivants de de Podrije-Srebrenica 1992-1995 ». Mais il manquait toujours des responsables locaux capables d'assumer des activités.

Ainsi, faute d'une section locale à Lausanne, il n'a pas été possible de porter plainte contre « La Nation », journal de notables fascistes du Canton de Vaud (article paru le 17 juin 2008), qui niait le génocide de Srebrenica et proclamait que les Serbes étaient les victimes. C'est d'autant plus regrettable que nous avons un avocat, un bon dossier et des chances évidentes de gagner ce procès. En 2010, deux ONG ont porté plainte, mais faute de survivants de Srebrenica, elles n'ont pas été reconnues par le Tribunal, qui a malgré tout imposé au journal le retrait de l'article incriminé de son site internet.

*En 2013, une plainte portée par un Bosniaque contre un Tessinois qui niait le génocide de Srebrenica a d'abord été approuvée par le Tribunal du Canton du Tessin. Mais le Tribunal fédéral a cassé la condamnation en invoquant la "liberté d'expression" et en niant la qualité du plaignant sous prétexte qu'il n'était pas un survivant du génocide de Srebrenica.*

Un premier colloque Bosnie avait été organisé avec succès à Genève en juin 2002 dans le cadre de l'ASDS. Fin 2008, le comité de l'ASDS a refusé la tenue d'un colloque Bosnie à Genève, préparé par la Permanence Srebrenica. Il s'est finalement tenu à Lyon en mars 2009.

#### **14. L'association Solidarité Bosnie**

En janvier 2009 a été créée l'association SB (en remplacement de la Permanence Srebrenica) afin de co-organiser le colloque Bosnie à Lyon avec l'association Mir Sada et retrouver une certaine autonomie (avec notamment la réouverture d'un compte postal) pour échapper aux risques de blocage par le comité central de l'ASDS.

Le colloque Bosnie s'est donc tenu à Lyon en mars 2009 avec 120 participants, dont Florence Hartmann et 6 responsables d'associations des régions de Prijedor et de Srebrenica (dont Muhizin Omerovic). Il a abouti à une coordination francophone pour la BH.

**Les buts de Solidarité Bosnie sont :**

- Mener une **réflexion** sur la situation en BH et un travail d'information des citoyens et des autorités ;
- Contribuer au travail de **mémoire** et à sa transmission aux nouvelles générations ;
- Développer les **relations** entre les associations solidaires de BH, de France et de Suisse et contribuer à la création d'un réseau international ;
- Promouvoir la **Marche pour la Paix** en organiser la venue de marcheurs de nos pays dans le Groupe international, avec logement chez les habitants ;
- Soutenir des projets de **développement associatif**.

A la création de notre association, nous avons prévu de coopérer avec la nouvelle association des survivants de Srebrenica, mais leur comité a refusé toute collaboration, ce qui a été une grave erreur, qui a précipité la fin de cette association vers 2010, sans qu'il y ait eu de convocation à une assemblée générale de dissolution.

Il est donc nécessaire de trouver des médiateurs capables de comprendre nos différences afin de dissiper certains malentendus et permettre un travail commun.

Nous souhaitons mener un travail de prévention face aux risques de sécession des nationalistes serbes et croates, car nous estimons qu'il est encore possible d'éviter un conflit en Bosnie-Herzégovine qui toucherait aussi l'Europe, étant donné l'implication de la Russie de Poutine, de l'église orthodoxe et du réseau populiste et islamophobe de Steve Bannon (ex-conseiller de Donald Trump).

La Marche pour la Paix constitue pour les citoyens de BH et de nos pays un moyen de prévention car favorisant la connaissance du contexte et la solidarité avec les habitants bosniaques qui vivent au long du Chemin de Paix.

Le refus des représentants internationaux d'assumer un rôle de médiation pour une réforme du système d'enseignement en RS dans le respect du droit des minorités montre bien que les Bosniaques ne doivent pas trop compter sur les institutions internationales. C'est avant tout à eux et aux citoyens de nos pays d'agir et de contribuer à l'émergence de la société civile dans tout le pays.

Depuis 2005, nous participons activement à la Marche pour la Paix entre Nezuk et Srebrenica et avons organisé - avec nos partenaires de la région de Srebrenica - la venue de plus de 500 marcheurs de France, Suisse, Italie et d'autres pays avec logement en chambres d'hôte.

## 15. Chronologie des activités de Solidarité Bosnie 2009-2017

Les Marches pour la Paix de juillet ne sont pas indiquées dans ce tableau

<b>2009</b>	
Janvier 13	Création de l'association SB avec des membres suisses et bosniaques, dont un tiers du Canton de Vaud.
Février	Expo d'affiches des Jeux Olympiques 84 de Sarajevo dans le cadre du Festival d'hiver de Sarajevo par Thomas Birchler.
Mars 28-29	Co-organisation du colloque Bosnie avec l'association Mir Sada à Lyon. 120 participants, dont 6 animateurs d'associations venus de BH, dont Muhizin Omerovic (principal organisateur de la Marche pour la Paix).
Juin 15	Rassemblement sur la Place des Nations devant l'ONU pour soutenir Florence Hartmann dans son combat pour l'indépendance des Tribunaux internationaux.
Juillet	Rémy Pagani, Maire de Genève, participe avec notre groupe international à la Marche pour la Paix et prononce un discours au Mémorial de Potocari.
<b>2010</b>	
Novembre	Réunion de la coordination francophone Bosnie Bosnie-Herzégovine à Paris pour promouvoir la Marche pour la Paix et étudier la question de l'aménagement du Chemin pour la paix.
Novembre 15	Inauguration avec les autorités de la Ville de Genève de la pierre Kamen Spavac en-face de l'ONU, pour rappeler le génocide de Srebrenica et de BH.
<b>2011</b>	
Janvier 24	Exposés sur le génocide avec Florence Hartmann devant plusieurs centaines de collégiens de Genève.
Avril 6	Commémoration de l'indépendance de la Bosnie Bosnie-Herzégovine et début de la guerre autour de la pierre Kamen Spavac.
<b>2012</b>	
Juin	Soirée bosniaque avec la chanteuse Hajrija, co-organisée par l'association SB et celle des vétérans et patriotes de BH.
Juillet	Après la Marche pour la Paix, visite à Prijedor-Kozarac, où 8 associations se sont fédérées pour organiser la commémoration du génocide qui a eu lieu dans leur région entre avril et juillet 1992.
Septembre 15	Stand SB au Forum Social de Haute-Savoie à Annemasse.
Novembre 24	A Paris, réunion de la Coordination francophone BH avec Muhizin Omerovic.
Décembre 17	Conférence de Florence Hartmann sur la justice transitionnelle et le processus de reconnaissance et réconciliation, à Uni-Mail.
<b>2013</b>	
	Édition de notre Guide Chemin de Paix, imprimé à

	<p>Ste-Croix. Lancement de notre site <a href="http://www.solidarite-bosnie.ch">www.solidarite-bosnie.ch</a> pour promouvoir la Marche et le Chemin de Paix et mieux faire connaître la BH et ses atouts.</p>
<b>2014</b>	
Fin janvier	Tournée dans des écoles et collèges avec Florence Hartmann dans le cadre des Journées de la Mémoire, avec exposés sur le génocide en BH.
Février/Juillet	Collecte en faveur des habitants inondés, organisée par Emir Cengic; 13'000 CHF ont été ainsi donnés à Emmaüs Bosnie pour reconstruire les maisons de 18 familles bosniaques et bosno-serbes de Bosanski Samac, que nous avons visitées en septembre.
	Vente de pâtisseries à la Fusterie pour dons en faveur de la Bosnie.
	Participation aux Peace Events à Sarajevo. Promotion de la Marche.
Juin	Participation au lancement de l'association Solidarité Internationale Bosnie Bosnie-Herzégovine (SIBH) à Potocari, à l'issue de la Marche pour la Paix.
Juin 8-11	Stand promotion Marche pour la Paix au congrès d'ATTAC à Paris.
<b>2015</b>	
Février	Présentation par SB de 2 films de Salih Brkic sur le génocide de Srebrenica dans le cadre du Festival international des films des droits humains à Genève.
Avril 27	Soirée de présentation du livre de Semso Salihovic sur la résistance de Cerska, en bosnien, anglais et français.
Mai	Organisation de la tournée en BH de 23 membres de l'association Compostelle-Cordoue d'abord sur le Chemin de Paix et ensuite à Sarajevo, Mostar et Herzégovine.
Juin	Commémoration à Genève des 20 ans du Génocide de Srebrenica, organisé par Emir Cengic, avec l'appui des autorités communales et cantonales.
Juin 12	Inauguration de l'exposition de photos de Tarik Samarah « 20 ans du génocide de Srebrenica » sur la Plaine de Plainpalais, avec discours de la Maire de Genève Esther Alder et du Maire de Srebrenica Camil Durakovic.
Juin 15	Projection de deux films : « Statement 710399 » et « Belvedere » de Refik Hodzic et Ahmed Imamovic sur la tragédie en Bosnie au Théâtre St- Gervais.
<b>2016</b>	
6 avril	Petit rassemblement devant la pierre « Kamen Spavac » sur la Place des Nations.
Mai 4	Réunion SIBH à Paris. Promotion Marche pour la Paix
Mai 10-21	Marche en petit groupe sur le Chemin de paix et visite de Sarajevo, Mostar et Herzégovine.
Septembre 24	Stand SB & Adetra à Alternatiba (Plainpalais, Genève).
Novembre 26	Participation de 3 membres de SB à une session de l'association « i-dijaspora » et du bureau de l'« i-

Décembre 9	platform » à Berne, qui promeuvent les créations d'entreprises en Bosnie avec le soutien de la Confédération. Assemblée générale de SIBH à Paris. Lancement de la Section française.
<b>2017</b>	
Janvier	Présentations de la BH et de la Marche pour la paix, au MFR et au Congrès de la Paix, à Annecy.
Mars 3	Exposé sur la Marche pour la paix à Lissignol 8 à Genève.
Mars 21	Exposé sur la Bosnie dans le cadre d'une soirée organisée par le Cercle Martin Buber avec le Professeur Schwann (génocide).
Mai 5-16	3ème marche en petit groupe sur le Chemin de Paix.
Mai 17-18	Exposés de Louise Lambrichs et Philippe Bouret (co-organisé avec le Cercle Martin Buber) sur la prévention des génocides.
Juin 1 <sup>er</sup>	Exposé d'Ivar Petterson sur la Bosnie dans le cadre du Colloque Exil-Desexil à l'université de Genève.
Septembre 29	Assemblée générale extraordinaire de SB, suivie d'une rencontre avec quelques représentants de la communauté bosniaque.
Octobre 31	Conférence-débat avec Florence Hartmann : « Entre real politik et Justice : Quel avenir pour la Bosnie-Herzégovine ? » à la Maison des Associations.
Novembre 12	Participation de 3 membres SB à l'assemblée générale de SIBH-France à Paris.
<b>2018</b>	
Avril 27	Film sur les mères de Srebrenica de Myriam Rachoud.
Mai	Groupe marche et découverte en BH.
Septembre	Voyage d'un petit groupe en Bosnie, du nord au sud.

## **16. Vers une coordination internationale**

### **a) Coordination francophone Bosnie (2009-2011)**

Suite au Colloque Bosnie à Lyon de mars 2009 est née la Coordination Francophone BH, fondée en novembre 2009 à Paris, mais sans avoir pu s'organiser en association, ce qui a limité son développement.

Toutefois, des membres de la Coordination ont mené à bien des actions sur le terrain, en particulier Emmaüs Synergie (Paris) qui a aménagé plusieurs tronçons du Chemin de Paix, reconstruit un pont en bois et équipé une cinquantaine de chambres d'hôtes.

En 2012 et 2013, des rencontres à Paris ont contribué à la promotion de la Marche.

### **b) Solidarité Internationale Bosnie-Herzégovine (SIBH)**

SIBH a été lancée le 11 juillet 2014 à Potocari par les participants français à la Marche. Ses statuts ont été adoptés le 22 novembre 2014 sur la base d'adhésions individuelles suite à l'échec de la Coordination de 2009 qui se basait sur des associations.

SIBH s'était fixé comme principal objectif d'acheter des terrains pour construire des bâtiments avec WC et douches pour abriter les marcheurs. Cette opération s'est révélée trop complexe et n'a pu être menée à bien, ce qui a découragé les membres.

Depuis 2016, SIBH se structure en sections nationales afin de répartir la promotion de la Marche pour la Paix et son organisation. SIBH-France a été lancée le 9 décembre à Paris, mais son développement a pris du retard. Ce n'est qu'en septembre 2018 que l'association SIBH-France a été reconnue officiellement.

Les sections SIBH de Suisse, d'Italie, de Belgique, etc restent à constituer.

## **17. La Marche pour la Paix (8-10 juillet)**

Dans le cadre de l'Association des Survivants de la Drina-Srebrenica, Ivar Petterson a organisé 5 marches « Srebrenica » de 2000 à 2004, d'abord entre Yverdon et Berne et ensuite de Croy (au nord de Lausanne) jusqu'à Genève, en trois jours.

En octobre 2004, sur mandat de l'Association des Survivants, Ivar Petterson se rend pour la première fois à Srebrenica où il rencontre les autorités pour les convaincre d'organiser cette marche de Nezuk à Srebrenica, c'est à dire sur le trajet de la colonne de juillet 1995 mais en sens inverse.

Depuis 2005, la Marche pour la Paix est organisée en Bosnie par un comité local, du 8 au 10 juillet, pour rendre hommage aux victimes du génocide et en solidarité avec les survivants qui sont retournés sur leurs terres pour y reconstruire leurs maisons et redémarrer leurs cultures.

Le nombre de marcheurs est passé de quelques centaines en 2005 à 8'000 en 2015.

La grande majorité des marcheurs viennent de toute la BH et de la diaspora, dont beaucoup de jeunes. Beaucoup dorment dans des tentes montées par des volontaires de l'armée de BH. Depuis quelques années, une vingtaine de municipalités de la Fédération de BH apportent un soutien logistique.

Nous estimons important de contribuer à la venue de citoyens de nos pays. SB organise avec ses partenaires et amis bosniaques de la région de Srebrenica la logistique pour le groupe international avec logement dans des chambres d'hôte, équipées par Emmaüs-synergie (Paris), au tarif de 18 € incluant le repas du soir, l'hébergement et le petit-déjeuner.

## **18. Contribution à une réflexion et à un engagement citoyen**

La Marche pour la Paix n'a pas seulement pour but d'honorer les victimes du génocide de Srebrenica, mais aussi d'apporter notre solidarité aux habitants qui vivent le long du Chemin, presque tous des survivants du génocide, qui continuent de lutter courageusement et pacifiquement pour leurs droits face à la domination de la République serbe.

SB soutient le processus de rapprochement des citoyens des différentes communautés de BH afin de mettre fin aux divisions et de réhabiliter une République de BH sur une base citoyenne et fédéraliste dans l'intérêt de tous.

Un projet fédéraliste ne peut en aucun cas s'appuyer sur des entités ethniques. Le fédéralisme s'articule de bas en haut à partir des communes, des cantons ou des régions pour aboutir au niveau fédéral ou national, ce qui implique une représentativité tournante par région. Il n'y aurait pas que trois présidents comme actuellement, censés représenter leur communauté, mais une présidence à 7 ou 9 membres.

Nous souhaitons que de telles réflexions puissent avoir lieu dans des groupes animés par des universitaires au Mémorial de Potocari le matin et l'après-midi, en laissant ainsi un moment entre 11h30 et 13h pour la cérémonie.

## **19. Nos activités et projets**

**Permanence de Solidarité Bosnie** tous les matins et fin d'après-midi.

Nous répondons à de nombreuses demandes de Suisse et de France. Nous conseillons collégiens ou étudiants pour leurs travaux concernant la BH. Nous donnons aussi des renseignements aux enseignants pour des voyages d'étude dans ce pays. Nous disposons d'une vaste documentation et d'une bibliothèque avec plus d'une centaine de livres.

**Marches en BH :**

Outre les Marches pour la Paix en juillet, nous organisons en mai et dès fois en automne des marches en petits groupes, avec des étapes d'une quinzaine de kilomètres, plus courtes qu'en été et suivies de la visite de Sarajevo et de Mostar en Herzégovine.

Le Chemin pour la paix est ouvert d'avril à octobre, mais aucune autre association n'a eu le

courage d'organiser d'y venir, malgré sa reconnaissance en tant que GR (Chemin de Grande Randonnée). Pourquoi ces peurs ?

Nous avons besoin de nouveaux membres afin de développer nos activités.

#### DOCUMENTS DISPONIBLES :

- « Guide du Chemin de Paix » : 7 CHF ou 6,50 €, avec photos couleur
- Statuts et autres documents spécifiques (par e-mail)

### **Contactez l'Association Solidarité Bosnie !**

15, rue des Savoises. 1205 Genève

Tél. +41 22 321 63 14 (matin) - [info@solidarite-bosnie.ch](mailto:info@solidarite-bosnie.ch)

Cotisation : 60 CHF par an. Nous n'avons aucune subvention pour le fonctionnement ou le loyer de notre association. Merci par avance pour toute contribution ou don.

IBAN : CH 09 0900 0000 1071 1427 1 - CCP 10-711427-1

Éditeur et rédacteur : *Ivar Petterson, président de Solidarité Bosnie*

Co-rédacteur : *François Joutet*

Imprimerie : *TRAJETS*

## **20. Adresses d'associations en Suisse**

<b>Lilium</b>	Association de jeunes universitaires bosniaques de Suisse-romande	<a href="http://association-lilium.ch">association-lilium.ch</a> e-mail : <a href="mailto:info@association-lilium.ch">info@association-lilium.ch</a>
<b>Matica</b>	Association de bosniaques de la région de Zurich	<a href="http://matica-bih.org">matica-bih.org</a>
<b>i-platform</b>	L'association i-dijaspora promeut le développement de la BH avec le soutien de la Confédération suisse	<a href="http://www.i-platform.ch">www.i-platform.ch</a> e-mail : <a href="mailto:info@i-platform.ch">info@i-platform.ch</a> Tél. 044 461 11 59
<b>Dzemats</b>	Une trentaine d'associations culturelles musulmanes bosniaques	
- Association culturelle des Bosniaques de Genève		Rue Jean-Simonet 14, 1219 Genève e-mail : <a href="mailto:dzemat.zeneva@bluewin.ch">dzemat.zeneva@bluewin.ch</a> Tél. 022 797 02 07
- Association musulmane bosniaque d'Yverdon		Rue des Huttins 36, 1400 Yverdon Tél. 024 445 58 95 <a href="http://www.dzematYverdon.ch">www.dzematYverdon.ch</a>
- Dzemat de Lausanne		Tél. 076 111 47 88 <a href="http://dzematlozanna.ch">dzematlozanna.ch</a>
- Association islamique bosniaque de Neuchâtel		Comble Emine 1, 2053 Cernier Tél. 032 853 56 20

## **21. Adresses d'associations en France**

<b>Solidarité Internationale Bosnie Herzégovine (SIBH)</b>	191, rue Poissonnière 75009 Paris e-mail : <a href="mailto:sibh.fr@gmail.com">sibh.fr@gmail.com</a> Tél. 06 04 67 08 04
<b>Mir Sada Bosnie</b>	<a href="http://www.bosniemirsada.com">www.bosniemirsada.com</a> e-mail : <a href="mailto:mir.sada.bosnie@gmail.com">mir.sada.bosnie@gmail.com</a> Tél. 04 78 09 02 90
<b>Enfrance Europe Bosnie</b>	<a href="http://www.enfrancedumonde.org">www.enfrancedumonde.org</a> e-mail : <a href="mailto:enfrancedumonde@free.fr">enfrancedumonde@free.fr</a> Tél. 05 65 75 17 86

## 22. Sites web

- **BHinfo** : Site d'informations sur la Bosnie. Sur abonnement.
- **Courrier des Balkans** : Site d'information sur les Balkans. Sur abonnement.

## 23. Bibliographie

<b>Bosnie : Témoin du génocide</b>	Roy Gutman	<i>Desclée de Brouwer</i>	1994
<b>Le Meurtre de la Bosnie</b>	Rusmir Mahmutcehajic	<i>Non-Lieu</i>	2008
<b>Vie et mort de la Yougoslavie</b>	Paul Garde	<i>Fayard</i>	1992
<b>Sarajevo mon amour</b>	Jovan Divjak	<i>Buchet-Chastel</i>	2004
<b>Paix et châtime (tribunaux internationaux)</b>	Florence Hartmann	<i>Flammarion</i>	2007
<b>Vivre et mourir pour Srebrenica</b>	Mihrija Fekovic-Kulovic	<i>Riveneuve</i>	2010
<b>Comme en 14 ?</b>	Louise Lambrichs	<i>Gallimard</i>	2014
<b>Srebrenica, un génocide annoncé</b>	Sylvie Matton	<i>Flammarion</i>	2005
<b>Ne pas oublier Cerska</b>	Semso Sakihovic	<i>CIP Sarajevo</i>	2015
<b>Le marché contre l'autogestion</b>	Catherine Samary	<i>Publisud</i>	1988

Ces livres se trouvent dans les bibliothèques publiques et dans la bibliothèque de SB, tout comme des documents tels que :

- Le Rapport de Kofi Annan de novembre 1999 sur le génocide de Srebrenica
- L'acte d'accusation de la BH et de la Croatie contre Milosevic (procès au TPIY)



Vieux pont de Glodi

